République Française
Ville de Mitry-Mory

COMMUNIQUÉ DE MADAME LE MAIRE

Le 3 novembre 2016

Le mercredi 2 novembre 2016, j'ai appris par l'intermédiaire de monsieur le Sous-Préfet de Meaux qu'un gymnase de Mitry-Mory allait être réquisitionné par l'État afin d'y accueillir environ 130 réfugiés pendant 3 semaines. À l'heure où ces lignes sont écrites, je ne sais pas quel gymnase l'État aura choisi.

Bien que m'étant opposée à cette décision, l'État a décidé de passer outre.

Je tiens tout d'abord à m'insurger contre la méthode employée. Comme c'est devenu une habitude maintenant, l'État a sciemment décidé d'abandonner toute idée de concertation, de livrer à elles-mêmes les communes, en termes d'éducation, de sécurité, de santé. Mais l'État pense, par contre, pouvoir se servir comme bon lui semble dans les services publics des citoyens.

Je m'insurge également du lieu retenu, qui accueille chaque jour des centaines de jeunes collégiens et/ou lycéens et le soir et le week-end la pratique de nos associations sportives.

Alors que le sort de ces réfugiés ne suscite que l'indifférence voire le rejet, la stratégie autoritaire de l'État ne contribuera surement pas à apaiser les tensions et à sensibiliser sur la précarité des conditions de vie des migrants.

Pourtant d'autres solutions étaient possibles. De nombreux sites présentent de meilleures capacités et conditions d'accueil et n'auraient engendré aucune perturbation dans l'activité des habitants, notamment sportive.

Il est donc de notre devoir, à nous citoyens, élus, responsables associatifs et syndicaux, d'agir dans l'immédiat pour l'accueil de ceux qui ont tout perdu, car de la dignité de notre hébergement dépendra aussi l'intégrité de notre tissu social, et de préparer le futur en créant les conditions d'une diplomatie de paix et d'un ordre économique plus juste qui permettra le retour de tous sur leurs terres.

Soucieuse de répondre à cette urgence humanitaire, Mitry-Mory s'était elle aussi mobilisée il y a un an. En effet, le 1er octobre 2015, la ville constatait la nécessité que chacun prenne sa part à l'accueil digne et solidaire de ceux qui fuient la mort et la misère, et le conseil municipal décidait, à la majorité, d'accueillir une famille de réfugiés.

Malheureusement, cette proposition est restée lettre morte, et voilà maintenant que l'État, qui considère de plus en plus ses pouvoirs d'exception comme des outils quotidiens, vient réquisitionner un de nos gymnases.

Cette décision est d'autant plus regrettable que Mitry-Mory est une ville solidaire, au tissu associatif riche et sensible aux valeurs républicaines.

Là où l'État aurait pu faire le choix d'un projet partagé, il a opté pour une solution brutale qui n'aura pour d'autre effet que d'opposer la nécessité de solidarité aux besoins quotidiens des habitants, notamment de nos enfants, et de récolter le mécontentement légitime de la population.

Fidèle à sa tradition de lutte pour l'émancipation humaine, Mitry-Mory se montrera néanmoins à la hauteur de l'enjeu.

Charlotte Blandiot-Faride
Maire de Mitry-Mory

SEINE-ET-MARNE VILLE DE MITRY-MORY

mitry mory VILLE SOLIDAIRE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ